

«Brexit»: donnera-t-on raison aux bookmakers?

Une sortie de l'UE pourrait faire tomber la Grande-Bretagne dans une récession. Dès lors qu'elle est le cinquième marché d'exportations de la Suisse, son choix affectera également les entreprises suisses. Et le franc. Sans parler de la politique. Mais peut-être les choses se passeront-elles complètement différemment.

Les enjeux de la votation sur le Brexit sont de taille pour la Grande-Bretagne. Une sortie de l'UE ferait reculer son PIB de jusqu'à 5,5% d'ici à 2020 et entraînerait la disparition de 900 000 emplois – selon une étude de PwC.

L'issue de la votation est ouverte, si on en croit les sondages. D'après ces derniers, les deux camps, celui du «leave» et celui du «remain», sont au coude à coude depuis des semaines. Cependant, depuis quelques jours, les partisans de la sortie l'emportent – parfois assez nettement.

L'enjeu est de taille également pour l'UE. La Grande-Bretagne représente 15% de son économie et elle est membre du G7 comme du Conseil de sécurité de l'ONU.

Le Royaume-Uni est le troisième site d'implantation étranger des entreprises suisses.

Quel serait l'impact d'un «Brexit» sur notre économie? Toute l'Europe – également la Suisse – serait confrontée à une phase d'incertitudes et s'inquiéterait de la volatilité ces prochains mois. Cinquième marché d'exportation de la Suisse, le Royaume-Uni est important notamment pour de nombreuses PME. Les chiffres relatifs aux investissements directs sont encore plus parlants. Les entreprises suisses se sentent bien en Grande-Bretagne, le troisième site d'implantation à l'étranger avec près de 200 000 emplois. En cas de récession en Grande-Bretagne – c'est ce que prédisent les études dans l'éventualité d'un Brexit – les entreprises suisses seraient également affectées.



Y aurait-il d'autres effets? Bien sûr. Il faudrait s'attendre à des revers, à court terme, sur les marchés de devises – le risque d'une appréciation du franc existe. Et, très important pour nous, notre politique européenne serait affectée. En effet, en cas de Brexit, l'UE serait complètement absorbée dans les négociations en vue de la sortie de la Grande-Bretagne. La Suisse devrait attendre. Les questions en lien avec l'initiative «contre l'immigration de masse», le programme de recherche Horizon 2020 ou de nouveaux accords sur l'électricité ou les services financiers, urgentes de notre point de vue, passeraient au second plan.

Il est également fort possible que des solutions élaborées pour la Grande-Bretagne servent ensuite de référence pour les membres de l'EEE et donc la Suisse. Dans les faits, les solutions mises en place avec les Britanniques se supplanteraient la voie bilatérale entre la Suisse et l'UE.

Mais peut-être les choses se passeront-elles complètement différemment. Les cotes des bookmakers oscillent entre 55% et 73% en faveur d'un maintien de l'île au sein de l'UE. Les sondages sont sans conséquences quand ils se trompent, mais il en va autrement des paris qui portent sur des sommes importantes en Grande-Bretagne.

Accès direct aux marchés mondiaux



En tant que nation exportatrice, la Suisse a besoin d'un accès facilité aux marchés étrangers. Accords de libre-échange et accords bilatéraux fixent le meilleur cadre possible à cet égard.